

“ Barcelona en comú ” Questions posées à un nouvel agir politique

Amélie Nicolas, Julia Ramirez

► **To cite this version:**

Amélie Nicolas, Julia Ramirez. “ Barcelona en comú ” Questions posées à un nouvel agir politique. Penser depuis la frontière. Expérimentations épistémologiques et méthodologiques entre art et sciences humaines, Dis voir, 2018, 978-2-914563-88-8. hal-02472453

HAL Id: hal-02472453

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02472453>

Submitted on 10 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



« **Barcelona en comú** »

Questions posées à un nouvel agir politique

Amélie Nicolas, Julia Ramírez Blanco

in. Bossé A., Carlut C., Chérel E., Nicolas A., Pasquier E., Terrier-Hermann V., *Penser depuis la frontière. Expérimentations épistémologiques et méthodologiques entre art et sciences humaines*, Dis Voir, 2018

Résumé

Traverser, en 2016, la frontière de la France vers la Catalogne est le projet d'une enquête qui s'est donné l'objectif de comprendre, au plus près de leur dimension personnelle, les trajectoires politiques, sociales, militantes, de certains élus et sympathisants de la nouvelle municipalité de Barcelone, arrivés, de façon étonnante selon les médias européens, en tête des élections, en mai 2015. Le leadership municipal est alors porté par Ada Colau, une personnalité issue des mouvements sociaux, et résolument décidée à « démondialiser » la ville. Confidences, récits des trajectoires, compétences d'historicité des interviewés et réflexivités partagées, ont été permis par une série d'entretiens, qui finissent par interroger les frontières entre citoyenneté intime, citoyenneté publique et exercice du pouvoir ; entre action militante et pouvoir institutionnel ; entre échelle locale et échelle inter ou trans-nationale, et plus largement entre mémoire et histoire. Traverser la frontière de la France vers la Catalogne est aussi le moment d'une rencontre et d'un dialogue ouvert, amical et sérieux, entre art et sciences sociales. Julia Ramírez Blanco, historienne et critique d'art, s'attache ainsi à l'analyse de sept oeuvres qui accompagnent et interrogent autrement la lecture socio-anthropologique du politique.

Traverser, en 2016, la frontière de la France vers la Catalogne est le projet d'une enquête qui s'est donné l'objectif de comprendre, au plus près de leur dimension personnelle, les trajectoires politiques, sociales, militantes, de certains élus et sympathisants de la nouvelle municipalité de Barcelone, arrivés, de façon étonnante selon les médias européens, en tête des élections, en mai 2015. Le leadership municipal est alors porté par Ada Colau, une personnalité issue des mouvements sociaux de la lutte contre les expulsions, et résolument décidée à « démondialiser » la ville.

Il s'est donc agi de partir à la rencontre de cette nouvelle génération politique, formée par les contextes intellectuels et militants dits « no global no war » du début des années 2000, et conquise aux méthodes d'empowerment (*empoderamiento*) et de la délibération permanente souvent apprises dans le cadre d'une expérience professionnelle dans les réseaux de coopération et développement en Amérique latine. Le contexte de la crise économique, financière et de la représentation politique, celui du constat de la privatisation des services urbains a encouragé, à l'issue des mouvements dits du 15M (15 mai 2011), la mise en œuvre d'une proposition de gouvernement de la ville, à partir de cette nouvelle grammaire politique.

Cette enquête se déroule sous la forme de questions posées à ces nouveaux élus et sympathisants de Barcelona en comú. L'enjeu d'une démarche ethnographique au sein de l'hôtel de ville de Barcelone s'est illustré à travers un protocole que nous avons intitulé « Pousser les portes de l'hôtel de ville »¹ rendant compte, de façon graduelle, des espaces menant à l'interview. « Pousser les portes de l'hôtel de ville », c'est se donner la possibilité, en tant qu'enquêteur, de ne pas présager que les espaces politico-techniques de la ville seraient nécessairement à distance, et que leur compréhension passerait alors par des analyses plutôt froides des programmes et des politiques publiques, des stratégies d'action et des réseaux d'acteurs. C'est un protocole descriptif qui articule analyse et confiance avec l'objectif de « dédramatiser » notre relation à la représentation politique. Cette enquête ne cherche pas à prendre part ou à rendre justice à quelque perspective économique, politique, ou « méta-critique », mais bien plutôt à comprendre les circulations des savoirs et des idées, à travers des trajectoires individuelles, à travers des manières de faire acquises et transmises, et à travers des mises en œuvres, concrètes. L'enjeu d'un « penser depuis la frontière » s'est déroulé à partir d'une trame narrative associant confidences, récits des trajectoires, compétences d'historicité des interviewés et réflexivités partagées, permise par une série d'entretiens ; frontière entre citoyenneté intime, citoyenneté publique et exercice du pouvoir, frontière entre action militante et pouvoir institutionnel, frontière entre échelle locale et échelle inter ou trans-nationale, frontière entre mémoire et histoire.

Traverser la frontière de la France vers la Catalogne est aussi le moment d'une rencontre et d'un dialogue ouvert, amical et sérieux, entre art et sciences sociales. L'ouverture au champ de l'art, que notre projet collectif de recherche appelle, a permis la rencontre avec Julia Ramírez Blanco, historienne de l'art et critique, vivant à Barcelone, et qui à la suite de l'étude d'Amélie Nicolas a proposé un contrepoint, un prolongement, à partir de l'analyse de sept œuvres qui renvoient à des dispositifs politiques de contestation sociale et urbaine, et à des utopies artistiques. Julia Ramírez Blanco, spécialiste des pratiques activistes et de visions utopiques de l'art contemporain², propose donc une nouvelle source historiographique permettant de relire à sa manière la situation politique espagnole, catalane et barcelonaise. Sept œuvres d'art contemporain qui accompagnent et interrogent autrement la lecture socio-anthropologique du politique. Ici, sciences sociales et histoire de l'art s'écoutent, se partagent, se complètent plus qu'elles ne se dissolvent dans un même ensemble heuristique ou épistémologique.

¹ Protocole initié durant une expérience pédagogique et de recherche « Une semaine, une ville - Charleroi », avec Laurent Devisme, Pauline Ouvrard et Elisabeth Pasquier, Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes, CRENAU-UMR AAU, 2015.

² cf. Julia Ramírez Blanco, *Utopías artísticas de revuelta : Claremont Road, Reclaim the Streets, la Ciudad de Sol*, Madrid : Cátedra, 2014

I- « Pousser les portes de l'hôtel de ville » ; enquêter sur l'histoire politique très contemporaine de Barcelone

L'enquête a eu lieu sur un temps court, et à une période très particulière de l'histoire espagnole : en effet, en 2016, aucune majorité gouvernementale n'a pu se dégager des élections générales suite à l'absence de coalitions en faveur de Mariano Rajoy ; on constatait aussi un recul net des deux partis dominants depuis la fin du franquisme, à savoir le Parti populaire (PP) et le parti socialiste espagnol (PSOE) ; et enfin, on assistait à la montée de deux nouveaux partis, Ciudadanos (parti de centre-droit) et Podemos, se présentant comme un parti de gauche alternative. Cette période d'incertitudes politiques a été une chance pour pouvoir reconstituer une histoire complexe sur un temps relativement court ; depuis 2011 et les mouvements du 15M, mais surtout, dans le contexte de l'arrivée au pouvoir de Barcelona en Comú, la période de janvier 2014 à mai 2015. La mémoire des interviewés était affûtée et leur désir de transmettre patent. Nous avons donc eu la possibilité de réaliser ces entretiens, par rapport à un personnel politique peu soucieux encore de sa communication politique, ou mieux, organisant sa communication politique sur une attitude d'empathie et de proximité, gage selon eux d'un véritable service politique³. « Pousser les portes de l'hôtel de ville », protocole méthodographique articulé à une réflexion sur la frontière, renvoie alors au thème principal des interviews sollicitées, aux récits d'une histoire personnelle, souvent militante, à celle d'une histoire institutionnelle, celle de la responsabilité politique et de l'engagement partisan. Partir des trajectoires individuelles, parfois dans leurs dimensions intimes ou affectives, partir des périodisations et des perceptions des événements-ruptures, et des moments-clés proposées par les interviewés, interroge la mise en place d'un récit historiographique naissant, et renseigne sur les tactiques de légitimation et d'action d'un pouvoir en train de s'exercer.

Le « 15 M » et l'historiographie partisane

La rencontre avec Steven Forti, historien italien des cultures politiques en Europe, localisé à Barcelone et journaliste-correspondant dans différents périodiques, espagnols, catalans, italiens et grecs, intéressés par les analyses socio-politiques de la situation espagnole et surtout catalane, a permis de mettre en perspective l'écriture de cette histoire très contemporaine. En effet, Steven Forti, italien vivant à Barcelone, a entrepris, en février 2016, la rédaction d'un livre avec Giacomo Russo Spena, un journaliste italien de MicroMega, sur Ada Colau⁴. Cet ouvrage s'inscrivait dans le contexte des municipales en Italie. C'est un livre qui a dû s'écrire dans un temps très compté, puisque l'ouvrage paraîtra en mai 2016, uniquement en Italie, et il s'est appuyé sur une démarche d'entretiens assez similaires à la nôtre. Steven Forti est aujourd'hui membre du parti Barcelona en comú et reconnaît assumer pleinement le passage de la frontière entre journalisme confinant à une certaine distance critique et historiographie partisane liée à une mémoire de l'engagement. En effet, titulaire de son doctorat en 2011, Steven Forti nous dit avoir à la fois « observer et participer » aux mouvements du 15M (15 mai 2011) à Barcelone. Pour lui, comme pour d'autres de nos interviewés, le 15M vaut comme événement-fondateur (qui, selon Ricoeur, « ont la double valence de faire rupture et origine »⁵).

Durant une année, Steven Forti assiste à des mobilisations continues, rythmées par les « *mareas sociales* », grandes manifestations thématiques (santé, éducation...). Il se rappelle comment ce

³ Nous avons aussi essayé quelques impossibilités d'entretiens, ces nouveaux élus étant aussi en surcharges. C'est le cas avec Ada Colau, et les trois premiers adjoints au maire : Girardo Pisarello, Jaume Assens et Gala Pin, en déplacement lors de notre enquête.

⁴ Steven Forti, Giacomo Russo Spena. *Ada Colau, La città in comune. Da occupante di case a sindaca di barcellona*, Ed. Alegre, 2016

⁵ Paul Ricoeur, « Événement et sens », communication de 1971 transcrite et publiée in. « L'espace et le temps », Actes du 22e congrès de l'association des sociétés de langue française. Vrin, 1991, p. 9-21. Consultation sur : http://www.fondsriceur.fr/uploads/medias/articles_pr/evenement-et-sens.pdf

sont alors les leaders des mouvements sociaux qui organisent le débat politique et social durant cette intense période de mobilisations. A Barcelone, c'est l'action de la PAH, plateforme des affectés de l'hypothèque qui est remarquée, et emblématique d'un « alter-activisme » qui fédère. Le terrain d'action de la PAH, dont la porte-parole était alors Ada Colau, propose un soutien pour toutes les familles qui sont expulsées par leurs bailleurs (notamment les banques elles-mêmes) fautes de pouvoir rembourser leur prêt. A partir de manifestations, de *Caseroledas* (intervention urbaine où l'on tape sur le dos d'une casserole), de *Escratches* (actions, originaires d'Argentine qui consistent à se rendre au domicile ou sur le lieu de travail de quelqu'un que l'on veut dénoncer) ou d'*okupas* (occupations de logements), la PAH développe une méthodologie d'assemblées basées sur les dynamiques de l'*empowerment*, qui finira par servir de référence dans l'organisation du futur parti Barcelona en comú. La légitimité acquise par l'expérience du 15M permet ainsi l'écriture d'une nouvelle grammaire politique, et a fortiori, celle d'une nouvelle historiographie partisane ; lutte contre la corruption politique, dénonciation des « *puertas giratorias* » (relations entre les élus et les entreprises privées, entre les lobbies et les institutions), remise en cause de la rigidité du système de partis, ou en tout cas de leur inadaptation contemporaine, thèmes des communs...

« *Guanyem Barcelona* », la mémoire et le manifeste

En 2013, les mobilisations sociales diminuent, « fin, somme toute logique, d'un cycle de mobilisation » pour Steven Forti. Les leaders des mouvements sociaux s'interrogent sur l'avenir de la mobilisation, certains tentent le « saut à la politique ». Les mouvements du 15 mai ont en effet infléchi les positions de certains représentants des mouvements sociaux, sur la base d'un « nous voulons gagner », qui a engagé une nouvelle réflexion et un nouveau langage politique, dont le nouveau parti Podemos prend le leadership⁶. Steven Forti, passant de sa propre mémoire à l'écriture de cette histoire à Barcelone, nous raconte comment s'organisent, autour de l'observatoire DESC⁷, des réunions « autour du cercle d'Ada » qui initient le processus *Guanyem Barcelona* (Gagnons Barcelone), l'objectif étant de mettre en place une « confluence » politique prête à présenter une liste électorale pour les municipales de 2015.

Nous avons rencontré Joan Subirats à l'Ateneu Barcelonès, tout à côté de la place Catalunya, un ancien palais néo-classique du 18e s. transformé en un centre culturel réservé et fréquenté par les intellectuels catalans. S'il est économiste et politiste, professeur à l'Université autonome de Barcelone, Joan Subirats est d'abord une figure forte de la lutte catalane contre le franquisme. Il nous racontera comment, en 1973, il fut emprisonné pendant plusieurs mois, arrêté lors d'une assemblée anti-franquiste, avec cent de ses compagnons. Il militait alors dans la « *Bandeja roja* », un groupe de gauche réunissant le parti communiste, en lien avec la France, et un groupuscule de la gauche ouvrière paysanne. A l'issue de ses études, il devient professeur de « Droit politique » à l'Université autonome de Barcelone, un « mélange de Droit constitutionnel et de sciences politiques qui n'existait pas en Espagne à ce moment-là ». Militant au parti communiste, il collabore au processus de discussion de la Constitution espagnole. Dans les années 1980-1981, il quitte le parti communiste à cause de ses dissensions internes et ne recommencera à militer, au sens d'une participation politique à un parti, qu'avec l'enjeu d'une candidature citoyenne autour d'Ada Colau pour les municipales de 2015. Il est l'artisan du manifeste politique *Guanyem Barcelona* (Gagnons Barcelone), fil directeur de la campagne, et largement inspiré de son ouvrage ancré dans le champ des *common studies*, sorti en 2011⁸. Le 26 juin 2014, le manifeste « *Guanyem Barcelona* » est présenté officiellement au Raval, et une campagne s'organise à

⁶ Jeanne Moisan, « Espagne : de l'indignation à l'organisation », *La Vie des idées*, 20 mars 2015

⁷ L'observatoire DESC, Droits Economiques, sociaux et culturels, est une plateforme créée en 1998 et réunissant des intellectuels et des organisations oeuvrant pour la défense des droits sociaux. Steven Forti nous le présente comme un lieu où vont pouvoir se rencontrer « alter-activistes » et intellectuels, une « sorte de Think tank « No global, no war », anti-austérité, des gauches s'opposant à la troïka et favorables à l'exercice du droit à l'autodétermination des peuples ».

⁸ Joan Subirats, *Otra sociedad, ¿otra política? De "no nos representan" a la democracia de lo común*, Ed. Icaria, 2011

l'issue dans les quartiers, en lien avec les associations de quartiers.

Dans la candidature de Barcelona en comú, la référence à une histoire plus longue, celle de la lutte anti-franquiste et de la mise en cause de l'historiographie officielle de la transition démocratique est clé, et la présence d'intellectuels, universitaires ancrés à gauche depuis les luttes anti-franquistes est assumée. Derrière ces noms, c'est l'histoire du municipalisme barcelonais et de la tradition d'activisme citoyen dans les quartiers (dit *movimiento vecinal*) qui est reprise, confirmant les perspectives d'un néo-municipalisme (ou *Ciudadanismo*) de la nouvelle municipalité. Le mouvement « *vecinal* » est un mouvement né dans les dernières années du franquisme, dans une période d'absence de libertés politiques⁹. Il a permis, dans les années 1968-71, aux classes populaires et moyennes, de trouver une voie collective, de débats et d'actions, comme forme de résistance possible à la dictature, véritable alternative politique dans une période où les partis politiques ne pouvaient se constituer. C'est à la réactivation de cette histoire des quartiers que la nouvelle municipalité s'attache, dans le processus de délibération des politiques publiques qu'elle mettra en place et dans la perspective assumée d'un néo-municipalisme.

L'intime et le politique

L'entretien avec Laura Pérez, ayant organisé et pris la tête d'un Département « Transversalité du genre », menant les politiques publiques en direction des « Cycles de vie, féminismes et LGBTI » s'est largement déroulé autour du parcours personnel de cette militante. Originaire d'une famille du Sud de l'Espagne qui a émigré à Barcelone, sa mère était femme de ménage attachée à des familles de la haute bourgeoisie catalane, et son père travaillait comme ouvrier. Ils ont ainsi connu le Barcelone et sa périphérie des quartiers très populaires. Partie en Amérique du Sud en 2008, elle a vécu le 15M depuis l'Equateur où elle travaillait pour ONU Femmes avec des communautés indigènes des montagnes. Elle revient, avec son compagnon, à Barcelone en 2012, au moment elle est enceinte de sa fille. Ils sont alors tous les deux, sans travail. Laura Perez entre à Podemos, militant dans un groupe de genre se donnant l'objectif de rassembler et de fédérer l'ensemble des mouvements féministes de Barcelone. Elle reçoit une invitation à rejoindre *Guanyem Barcelona* sur l'axe « genre et diversité sexuelle » qui signe l'intention du mouvement de présenter une candidature féministe et d'engager un argumentaire partagé sur ce sujet. C'est ainsi, une fois les élections remportées, que Laura Perez prendra la direction de ce nouveau Département dont l'objectif est de ne plus sectoriser des politiques dédiées à l'enfance, à la jeunesse ou à la vieillesse mais bien de parler de féminismes, de *care* plutôt que d'enfants, de jeunes et de vieux. Acter et employer, dans cette nouvelle municipalité, le terme de Féminismes, au pluriel, incluant tous les féminismes, non plus seulement dans sa dimension analytique ou de diagnostic, mais militante et structurante, fut alors un grand changement idéologique et politique.

Le récit personnel devient alors le point de départ d'une politisation de ses arguments. C'est surtout le rôle des femmes, de la femme, qui marque cette institutionnalisation de la vie privée des convictions¹⁰. La condition de la femme, de la maternité et du travail politique est soulevée, notamment parce que de nombreuses femmes, entre 30 et 40 ans, ont pris des postes politiques. Les confidences ou les expressions publiques de leur condition de mère organisent les débats et appuient les perspectives dites féministes des politiques engagées. Revenant sur sa propre condition de femme politique engagée dans un mandat, Laura Perez nous confie les difficultés liées à son emploi du temps. Mère d'une petite fille de 3 ans, elle la voit très peu. « Nous n'avons jamais été des gens de 8 heures et à la maison. Non, nous venons des luttes sociales, intenses, avec des réunions tard le soir (...) Aucun d'entre nous n'a connu une vie de sofa (...) il peut se passer 3 jours sans que tu vois ton enfant, ta famille (...) je ne sais pas si je vais tenir ce rythme, je me dis souvent que je me sentirai légère dans 4 ans, je cherche des techniques psychologiques. Mais, ça vaut la peine sans doute. ». « Le personnel est politique » raconte-t-elle,

⁹ Sur l'histoire du municipalisme et des mouvements de quartiers, voir les recherches de Marc Andreu, journaliste et historien catalan, ayant aujourd'hui également rejoint Barcelona en comú.

¹⁰ Anne Muxel (dir.), *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité*, Presses de Sciences Po, 2014

en reprenant les mots d'ordre des féministes des années 1970. Réactiver cette affirmation devient le point de départ du programme et de l'action politique à construire. Les nouveaux élus affirment donc la perspective féministe de leur mandat. Elle procède de cette traduction collective et politique de la condition intime, associée désormais à l'enjeu d'une « démocratie du commun », qui est d'abord, selon Joan Subirats, de faire le diagnostic de ce qui nous affecte, personnellement, au quotidien.

« *Démondialisation ?* »

Eloi Badia vient des luttes pour l'eau, pour l'énergie, il était porte-parole de l'Alliance contre la précarité énergétique et membre actif de la plateforme catalane *Agua es vida*, revendiquant une dé-privatisation des réseaux affectant l'eau. *Agua es vida* est par ailleurs très connecté à la PAH, l'alliance des mouvements pour l'eau, contre la précarité énergétique et de l'habitat dessinant une ligne directrice de l'horizon du commun comme dénonciation de la privatisation des services et des droits de base¹¹. Eloi Badia, élu sur les questions d'eau, d'énergie et sur la gestion des contrats au sein de la municipalité, nous présente les revendications liées aux communs à partir d'un constat selon lui pragmatique : « Nous sommes arrivés à un tel niveau de dégradation de nos services, de nos droits. La crise, les inégalités, la corruption de nos gouvernements. Voilà, nous avons juste établi un programme : la loi sur les hypothèques, la condamnation de la dette, l'arrêt des coupures d'accès à l'énergie, la fin de la corruption, la transparence. Pour nous, c'est demander le minimum ». Il présente son rôle par rapport à une démarche très concrète de connaissances et de stratégies pour réorganiser un rapport de force ou de régulation du secteur public sur le secteur privé. On assiste alors à la remise en cause d'un discours fataliste sur le manque de finances publiques de la municipalité et la mise en place de politiques urbaines spéculatives à Barcelone pour y pallier.

C'est l'enjeu politique et tactique d'une « démondialisation » de la ville que nous présente Eloi Badia, qui passe par une reprise en main publique des domaines de compétences historiques de la Ville, et une mise à l'agenda politique des revendications des mouvements sociaux et citoyens.

La question de l'habitat et du tourisme est sans doute celle qui est au cœur d'un paradoxe métropolitain de Barcelone. La marge d'action du gouvernement municipal sur le tourisme est mince. Elle s'appuie principalement sur les compétences municipales sur l'habitat et l'espace public en tant qu'usage des sols : réglementation de la location des appartements touristiques, avec un moratoire sur les licences accordées, y compris des hôtels, et sanctions administratives envers des « entreprises » informelles de locations via la plateforme airbnb par exemple. Susanna Segovia, de la direction exécutive du parti Barcelona en comú, nous parle de l'enjeu de « déprivatiser Las Ramblas » dans le plan de réforme des Ramblas, en procédant à la fermeture des kiosques commerciaux, des buvettes et en limitant l'espace des terrasses de cafés et restaurants. « Parce qu'aujourd'hui, aucun barcelonais ne s'assied à ces terrasses. Ce sont des terrasses de paellas, de tapas, de sangria et de bières qui t'imposent de consommer si tu veux t'asseoir. Il n'y a plus de bancs publics ou si peu, c'est devenu un endroit hostile pour les enfants ». Tous perçoivent comme une « invasion des mobilboards », des modes de transports dits doux pourtant : trottinettes, segways, skate... loués massivement aux touristes. La nomination d'Agueda Bañon, artiste et activiste des mouvements dits « post-porn » à la direction de la communication de la Ville de Barcelone va dans le sens d'un renversement des valeurs attachées à l'attractivité touristique de Barcelone. Le tourisme, massif, est analysé comme pornographie urbaine, marchandisation des corps, et participe de l'idéologie festive attachée à la ville. Une perspective post-porn, prônant les libertés sexuelles et les féminismes, dénonce les pornographies mercantiles circulant dans l'espace public, et renforce les perspectives politiques et féministes associées à une détouristification de la ville centre.

¹¹ Dominique Lorrain et Gerry Stoker, *La privatisation des services urbains en Europe*, La Découverte, 1995. Ils nous rappellent les 4 formes de « privatisation » de services urbains : la vente des actifs à des sociétés privées ; la délégation du service à travers des contrats type de gestion (concession, affermage...) ; la transformation d'administrations publiques en sociétés par actions ; l'introduction de la compétition dans le pôle public par l'adoption de principes de gestion privée.

Barcelone, ville-modèle d'une métropolisation européenne, ville remarquable et citée voire copiée pour les stratégies urbanistiques et architecturales qu'elle a mise en œuvre¹², au moins depuis les Jeux Olympiques de 1992, métropole internationale à la réussite culturelle et économique, ville-gagnante dans l'épanouissement d'une économie tertiaire avancée, Barcelone a conquis sa place au sein de la hiérarchie des métropoles européennes voire mondiales. L'arrivée de Barcelona en comú à la mairie marque une rupture nette avec la promotion de ce modèle métropolitain finissant par rendre manifeste le fameux chapitre cinq du dernier ouvrage de David Harvey : « Reconquérir la ville au profit de la lutte anticapitaliste »¹³. Le gouvernement d'Ada Colau représente sans doute ce qui reste invisible dans la promotion des territoires métropolitains dits gagnants alors que la dualisation de la société urbaine est bien à l'oeuvre. Démondialiser Barcelone, c'est alors raconter cette autre histoire qui resterait sourde aux prophéties autoréalisatrices de la métropole gagnante. C'est inverser l'historiographie de la ville au profit des minorités invisibles, et c'est s'engager, nous l'avons vu, dans la promotion d'autres caractéristiques historiques de la ville ; la révolution sociale de 1936 est alors, dans les esprits de nos interviewés, un autre socle que l'histoire de la transition post-franquiste. Contre la globalisation, elle fait la part belle à l'histoire du municipalisme barcelonais et à la vitalité associative et politique des quartiers.

Il y a bien une forme de retour à l'échelle locale dans le gouvernement de Barcelona en comú qui interroge une possible fascination pour le local, comme lieu d'épanouissement « naturel » de la démocratie, surtout en Espagne, où la détermination de l'échelle nationale est à remettre en contexte par rapport à l'histoire des autonomies locales. Elle interroge sur une démondialisation de la ville en termes de fermeture de frontières, un localisme qui finirait par craindre l'échelle monde. C'est souvent l'horizon analytique et critique d'une montée des régionalismes en Europe. Comme un Pasquall Maragall ressuscitant le mythe d'une Barcelone libre, un Georges Frêche voulant ressusciter la Septimanie, un Massimo Cacciari rappelant les vertus des formes de gouvernement de Venise du temps de la République Sérénissime, réactivant ainsi le mythe médiéval de l'autonomie des gouvernements urbains en Europe¹⁴. La « tourismophobie » serait ainsi un terme, qui, selon Manuel Delgado, renverrait à une « touristophobie » et à des dérives xénophobes¹⁵. Les perspectives se brouillent ainsi ; revendications de l'indépendance catalane, revendications anticapitalistes, critiques d'un désir d'entre-soi et mépris de l'ailleurs. Cette question a nourri les échanges que nous avons pu avoir avec nos interviewés, et nous a rendu attentifs à la question des nouvelles circulations, au delà de l'échelle locale ; déplacements des savoirs, des personnes, et des épistémès au sein de Barcelona en comú, et au dessin d'une autre scène transnationale.

Entre ici et ailleurs. L'internationalisation du gouvernement municipal

Les expériences professionnelles et militantes latino-américaines de nos interviewés¹⁶ sont

¹² Voir Jordi Borja i Sebastià, *Barcelona : un modelo de transformación urbana, 1980-1995*, Quito, Programa de Gestión Urbana – Banco Mundial/Naciones Unidas, 1995, même s'il publie, en 2009, une analyse rétrospective et critique de cette idée de modèle : Jordi Borja i Sebastià, *Luces y sombras del urbanismo de Barcelona*, Barcelona, Editorial UOC, 2009. Rappelons que Jordi Borja était, de 1983 à 1995, adjoint au maire délégué aux relations internationales.

¹³ David Harvey, *Villes rebelles. Du droit à la ville à la révolution urbaine*, Buchet-Chastel, 2016

¹⁴ Patrick Le Galès, *European cities. Social conflict and governance*, Oxford University Press, 2002

¹⁵ Manuel Delgado, « Turistofobia », *El País*, 12 juillet 2008

¹⁶ Laura Perez est partie en Amérique du Sud en 2008, où elle travaillait pour ONU Femmes entre autres, à destination des communautés indigènes, dans les montagnes équatoriennes et péruviennes, puis en Bolivie, au Salvador et au Guatemala, travaillant les thèmes du genre ; Carlos Marcias, alors étudiant en sciences politiques à Barcelone et aujourd'hui porte-parole de la PAH, fait un voyage, en 2011, en Amérique centrale et rencontre différents activistes de mouvements sociaux, qui confirmeront son engagement au sein de la PAH ; Susanna Segovia, membre de la direction exécutive du parti Barcelona en comú, a étudié le journalisme puis a fait un master en Coopération et Développement où elle par en Equateur sur les thèmes de la démocratie participative et de la formation de leaders, notamment pour Pachacutic, le bras politique du mouvement indigène ; Iolanda Fresnillo, membre de l'observatoire DESC au titre du réseau citoyen pour l'abolition de la dette extérieure (s'appuyant sur l'expérience de l'Equateur) et

particulièrement intéressantes pour comprendre ces circulations théoriques et politiques, et la mise en œuvre, encore balbutiante, de nouveaux réseaux et mouvements politiques transnationaux dont Barcelone ferait désormais partie.

Toutes ces circulations finissent par construire des scènes d'action politique et sociale à différentes échelles, permettant de démultiplier, réseaux sociaux aidant, les espaces de l'engagement individuel et collectif. La pluri-identité des membres de Barcelona en comú (partis, mouvements sociaux et individu-citoyen embarqué) en fait un parti peu traditionnel. « Il y a, selon Joan Subirats, une identité plus IKEA, plus modulaire. Tu es de là à un moment, puis d'ailleurs à un autre. Cela a à voir avec internet et la conception des hackers. Tu peux créer un groupe et juste après te diviser, tu peux bouger pour te rejoindre, te regrouper par projet, puis tu te divises ». La fidélité militante classique et exclusive au parti est alors dépassée au profit de réseaux politiques à la fois locaux, régionaux, nationaux et transnationaux. La mise en place, progressive, d'un réseau dépassant l'échelle locale se trouve déjà initiée dans un réseau des villes conquises en Espagne, par les mouvements sociaux, les candidatures dites citoyennes ou Podemos : « Ahora Madrid », la candidature d'unité citoyenne « Marea Atlantica » à La Corogne, Valencia en comú, Zaragoza en Común, Por Cadiz si se puede... Mais au-delà, c'est dans le positionnement de Barcelone au sein d'un réseau des villes-refuges qui marque l'internationalisation des gouvernements municipaux, et la rencontre entre intellectuels, activistes et élus locaux sur la base d'une contestation des politiques internationales, nationales ou européennes suivant la « troïka » (Banque centrale européenne, Commission européenne et Fonds Monétaire international).

C'est sans doute au sein du mouvement politique pan-européen et anti-austérité, Diem25, fondé par le philosophe Srečko Horvat, et s'appuyant sur le Manifeste de Yanis Varoufakis, que Barcelona en comú entend prendre sa place à une échelle d'action internationale, du moins européenne. Ada Colau est une des membres fondatrice de ce mouvement politique, le premier adjoint au maire, Girardo Pisarello, a publié un livre dialogué avec Yanis Varoufakis¹⁷, pour qui il faudrait que, « dans toutes les villes européennes, des réunions sur la démocratie européenne aient lieu ». « Le conseil municipal est le cœur de la démocratie », a lancé Varoufakis dans le discours d'inauguration du mouvement Diem25, au théâtre Volksbühne à Berlin, le 9 février 2016, « ce dont l'Europe a besoin, c'est d'un véritable réseau de « villes rebelles » du même type ». Reprenant les filiations historiques des luttes urbaines depuis la Commune de Paris, David Harvey, dans son dernier ouvrage, donne du crédit à cette historiographie des mouvements urbains anti-capitalistes et de revendications de droits, dessinant ainsi une cartographie historique à échelle mondiale : Barcelone 1936, Prague ou Paris 1968, Cordoba 1969, les rassemblements altermondialistes ou anti mondialistes (Seattle 1999) pour aboutir au mouvement des places (Syntagma, Tahrir, Puerta del Sol) en passant par Oaxaca et Cochabamba...¹⁸

Ainsi, les circulations entre les expériences politiques latino-américaines, relayées en Europe par une génération d'étudiants-militants ou de jeunes professionnels partis s'y former, et la structuration d'une nouvelle échelle transnationale des expériences municipales comme celle de Barcelona en comú, finit par confirmer un nouveau « retour des villes européennes » à travers des réseaux d'actions politiques oeuvrant depuis les territoires locaux. L'expérience locale de Barcelona en comú cherche à se diffuser et à prendre part à un réseau transnational en train de se constituer, sur la base d'une grammaire politique intégrant les enjeux d'une démondialisation pensée comme heureuse. Entre néo-municipalisme et alternatives politiques internationales, s'organise un nouvel espace politique, associant militants et tenants de la critique sociale intellectuelle, qui, depuis le cas de Barcelone, nous montre qu'il peut prendre le pouvoir.

sympathisante de Barcelona en comú, nous raconte rejoindre à la fin des années 1990, les mouvements contre la dette qui commence à prendre de l'ampleur en Espagne, à partir des contestations contre la dette des pays du sud.

¹⁷ Yanis Varoufakis, Girardo Pisarello, *Un plan para Europa*, Icaria, Mas Madero, 2016

¹⁸ David Harvey, *op.cit.*

II- Curating images. Sept photogrammes préalables à l'assaut institutionnel.

Rebondissant sur les résultats de cette enquête, Julia Ramírez Blanco a choisi d'analyser sept œuvres qui, prises ensemble ou à leur suite, donnent à voir et à penser les raisons de la crise en Espagne avec leurs implications internationales, puis les constestations et organisations qui ont tentées d'y faire face en apportant d'autres visions, alternatives et projets socio-politiques. Elle montre ainsi le rôle de l'art comme « miroir » historiographique du politique mais aussi comme lieu d'inventions de nouvelles formes et pratiques d'« activisme », de dispositifs politiques inédits, tout en révélant les liens entre le milieu de l'art et les pratiques militantes politiques. Elle évoque notamment l'assemblée, un dispositif travaillé par de nombreux artistes à l'échelle monde depuis une petite dizaine d'années.

Image 1

Claire Fontaine, *P.I.G.S.*, 2012

1. Cette histoire commence avec la crise économique provoquée par la chute de la banque Lehman Brothers en 2008. PIGS est l'acronyme que le Fonds monétaire international emploiera pour parler des premiers pays en crise : le Portugal, l'Italie, la Grèce et l'Espagne. Ce nom, toutefois, était loin d'être anodin et a inspiré différentes mobilisations contre l'austérité au cours desquelles les manifestants portaient des masques de cochon.

PIGS est également le titre d'une œuvre que le collectif Claire Fontaine a réactualisé dans différents contextes. Il s'agit d'une carte de ces pays du sud de l'Europe qui, accrochée au mur et composée d'allumettes, prend une forme tridimensionnelle. Avant son exposition, une personne allume la géographie représentée à l'aide d'un lance-flammes. Les vidéos montrent comment brûlent le Portugal et l'Espagne, puis l'Italie et enfin la Grèce. À l'aide du lance-flammes, le « brûleur » retouche les îles tandis que le feu demeure sur la partie continentale sous la forme d'un contour rouge de braises incandescentes. Une fois les flammes éteintes, la trace noire de la dense colonne de fumée reste sur le mur. Lorsque le spectateur entre dans la pièce, il est trop tard ; il peut seulement observer l'apparence calcinée et voir la vidéo du processus qui, selon le collectif, « définit la tragédie de la crise économique ». Liés à leurs prémices au Comité invisible (auteur du célèbre essai *L'Insurrection qui vient*), les membres de Claire Fontaine font référence à la destruction en lien avec la crise. Peut-être évoquent-ils aussi l'insurrection liée à « l'austéricide » sous différentes formes, entre l'utopie et la confrontation.

Image 2

Cassie Thornton, *Physical Audit*, 2012

2. La crise économique du sud de l'Europe a été étroitement liée aux entités bancaires. L'artiste nord-américaine Cassie Thornton intègre l'idée de l'audit de la dette dans son œuvre *Physical Audit*. Dans ce projet, un groupe de femmes entre dans des bureaux de banque et réalise une chorégraphie mettant en opposition l'aspect affectif et corporel à l'agressivité des transactions financières. En touchant des objets tels que les guichets automatiques, les femmes retiraient la poussière des banques, la saleté témoignant de la présence humaine. Dans une série d'exercices de confiance, elles prélevaient collectivement de l'argent aux guichets tandis que la titulaire de la carte avait les yeux bandés. En petits groupes, elles demandaient aux banques d'ouvrir un compte collectif. Là, elles commençaient aussi à danser en touchant les objets. Ces performances se sont succédées dans différentes banques, presque tous les jours pendant un mois.

Ces actions nous rappellent les performances du collectif activiste Flo6x8 qui entrainait aussi dans les banques pour réaliser des spectacles de flamenco anticapitaliste, dont l'un d'entre eux s'intitule *Es que no hay crisis, se llama capitalismo* (Il n'y a pas de crise, cela s'appelle le capitalisme).

Image 3

Marco Godoy, *Reclamar el eco*. 2012

3. Face à la crise, en Espagne, la grande réaction a eu lieu à travers ce qu'on a appelé à l'échelle nationale le « mouvement 15-M », du fait de son jaillissement à partir du 15 mai 2011, lorsqu'à la suite d'une manifestation, un petit groupe de personnes a décidé de camper sur la place de la Puerta del Sol, à Madrid. Pendant un peu moins d'un mois, un campement complexe s'y est développé formant une sorte de ville dans la ville. Organisée selon le modèle des centres sociaux *okupados*, la place a vu s'organiser une multitude de commissions et groupes de travail oeuvrant entre pragmatisme, politique et culture. Coro 15M fut l'un de ces groupes.

Dans sa vidéo *Reclamar el eco*, l'artiste espagnol Marco Godoy réunit un chœur activiste dans la salle des conférences de la faculté de droit de l'Université complutense de Madrid. Dans cette salle royale, le groupe forme un ensemble qui semble issu d'une autre époque. Il commence alors à chanter. Sur de la musique baroque adaptée pour l'œuvre retentissent les slogans criés dans les rues depuis la crise économique : « que no nos representan » (vous ne nous représentez pas), « se va a acabar la paz social » (la paix sociale arrive à sa fin), « no tenemos miedo » (nous n'avons pas peur).

Image 4

Oliver Ressler, *Take the Square*, 2012

4. Lorsque Godoy a tourné la vidéo, l'occupation voire la prise des places s'était propagée, d'abord dans toute l'Espagne, puis dans le monde entier. L'installation vidéo sur trois canaux de l'artiste autrichien Oliver Ressler reprend certains chapitres de l'assemblée après les campements à New York, Athènes et Madrid.

À travers des entretiens avec des militants du 15-M, du mouvement de la place Syntagma et d'Occupy Wall Street, sont mises en scène les discussions d'un groupe de travail devant la caméra. Les débats abordent des questions théoriques : celles de l'horizontalité du pouvoir, des formes d'organisation ou encore des moyens de produire un changement social. Artiste lié aux mobilisations, Ressler affirme que ce travail « cherche à contribuer à l'expansion des connaissances organisationnelles des mouvements et à traduire les processus entre ces lieux en transition ».

Image 5

Peter Sloterdijk, Gesa Mueller von der Haegen et Dierk Jordan, *Pneumatic Parliament*. 2005

5. Ce sens de débat permanent a été l'une des principales caractéristiques des différents chapitres de mobilisation postérieurs à l'occupation des places. La métaphore de la démocratie en tant qu'agora peut s'exprimer à travers des œuvres comme *Pneumatic Parliament*, conçue par Peter Sloterdijk, Gesa Mueller von der Haegen et Dierk Jordan. Cet objet est un édifice gonflable qui pourrait être utilisé partout dans le monde pour abriter les réunions parlementaires. Sa structure légère permettrait de le transporter facilement tout en offrant une capacité d'accueil de 160 personnes. Selon sa description, « le parlement pneumatique offre en 24 heures les conditions architecturales nécessaires aux processus démocratiques ». Même si le projet est quelque peu ironique, dans le contexte actuel, il peut être interprété comme un moyen de signaler les carences du système démocratique actuel.

Image 6

Las Agencias, vêtements de protection pour les manifestations, série Prêt à révolter.

6. Avec ses paradoxes, l'institutionnalisation politique a été l'une des conséquences de ce cycle de mobilisations. D'une certaine manière, on peut aussi dire que l'expérimentation institutionnelle dans le domaine de l'art a précédé l'insertion politique. L'un des premiers exemples au sein de l'État espagnol a eu lieu à Barcelone, dans le cadre du projet Las Agencias, en lien avec le MACBA.

En 2000, un groupe d'activistes a collaboré avec le musée dans le but de créer des supports et des réseaux organisationnels visant à mobiliser les citoyens dans le contexte du mouvement antimondialisation. Ces activistes ont ainsi formé la section locale d'Indymedia, confectionné des boucliers et des vêtements de protection et créé des pancartes destinées à inonder la ville afin de se préparer aux protestations qu'ils souhaitaient organiser à l'occasion de la réunion du FMI en 2001. Même si la réunion du FMI n'a finalement pas eu lieu à Barcelone, les mobilisations se sont quand même déroulées afin d'activer les supports produits par Las Agencias, et la police a fini par charger dans le musée. Bien qu'elle se soit terminée dans le conflit, cette expérience a peut-être été l'une des premières occasions ayant permis à l'activisme d'envisager un moyen d'imbriquer ses objectifs et ses façons de faire dans le contexte d'une institution publique. Ada Colau, future mairesse de Barcelone sous les couleurs de Barcelone en commun, a été l'une des membres de Las Agencias.

Image 7

Shaun Slifer, collectif Just Seeds, *Teach History from Below*.

7. Dans ce type de processus de politisation et de réflexion au sujet de la pratique activiste en propre, la majeure partie des études et écrits ont été réalisés par les participants eux-mêmes. S'impose alors l'idée de la recherche militante, où les voix ne cachent pas qu'elles font partie de l'histoire qu'elles racontent. Comme un impératif, Shaun Slifer, membre du collectif d'artistes Just Seeds, nous exhorte : « Teach History from Below » (Enseignez l'histoire d'en bas).

Conclusion

L'expérience de recherche de « Penser depuis la frontière » aura ainsi permis cette rencontre et ce dialogue, initiés par le processus de l'enquête et de son écriture, entre une sociologue et une historienne d'art. Elle aura permis d'éprouver le décentrement que toute tentative de nouvelle recherche implique. Décentrement donc permis par l'enquête, et décentrement que propose aussi le regard par l'art.

Cette rencontre interroge au fond la question de l'histoire ; de son écriture, de sa reconstitution, de ses angles d'attaque, de ses corpus, de ses biais, de sa publicité. Choisir de reconstituer l'histoire du « saut insitutionnel » d'activistes désormais élus à partir d'une enquête privilégiant les témoignages individuels interroge le sociologue sur le rôle qu'il choisit d'avoir ; écrivain public, journaliste ou historiographe officiel du nouveau parti ? Dans cette histoire, le champ de l'art n'est surtout pas extérieur. Julia Ramírez Blanco a parlé de certains processus d'activisme, inventés depuis les institutions du monde de l'art, comme l'initiative « Las Agencias » au musée MACBA, où s'affairent et se préparent des personnalités très liées à la nouvelle politique de Barcelona en comú. L'art, bien sûr, interroge, commente mais peut surtout, quand l'amitié s'en mêle aussi, outiller les préoccupations de ces mouvements politiques et sociaux et leurs problématiques. Interroger cette question de l'amitié, de la « philia » comme stade premier de l'action politique comme le présentait Aristote¹⁹ constituera une prochaine étape de travail. Si les sciences humaines et sociales ont largement échoué à capter ce rôle de l'amitié, nous chercherons à

¹⁹ Aristote, *Ethique à Nicomaque, Livre VIII*, (trad. J. Tricot), Vrin, 1994

envisager le lieu et les pratiques de l'art comme moyen de saisir et de restituer cette structuration immanente de l'action politique qu'est l'amitié.